

# LEÇONS DU 17 MAI

s'opposer au régime et atténuer la portée politique des luttes. Il y a donc là une situation pour le moins délicate dans laquelle une avant-garde peut jouer un rôle important en contribuant dans un premier temps à accentuer les contradictions dans lesquelles s'enferment les directions ouvrières.

## Ceux qui sont chauves...

Que peuvent et que doivent faire, après le 17 mai, ces directions? Il faut reconnaître que les appareils syndicaux auraient quelque mérite à préparer la suite de cette grande journée alors que font défaut les perspectives politiques, alors que la direction du P.C.F. se borne à réclamer le retour à la démocratie parlementaire « garantie par la constitution ».

Mais après une mobilisation aussi importante, les directions syndicales disposent tout de même d'un atout énorme, à savoir la confiance de millions de travailleurs qui ont suivi les consignes de grève. Cela aurait permis de mettre le mouvement ouvrier en état d'alerte; certes, les appels à la vigilance n'ont pas manqué, mais au niveau de l'entreprise comme au niveau national le souci ne semble pas de faire que cette vigilance soit active, c'est-à-dire faire qu'elle prépare une riposte immédiate aux mesures anti-ouvrières. L'état d'alerte, ce sont les tracts, les réunions dans l'entreprise, les meetings à la sortie du travail; c'est l'explication de ce que signifient les pouvoirs spéciaux et ce qu'il préparent, c'est la mobilisation de tous les salariés pour trouver les moyens à mettre en œuvre pour tenir en échec le gouvernement et sa majorité parlementaire.

Les directions syndicales ne font pas tout cela: pourquoi? Le 17 mai 1967 n'est pas considéré comme un nouveau point de départ pour les combats futurs; cette grande journée ne s'inscrit pas dans une stratégie globale des luttes.

« Ceux qui sont chauves à l'intérieur de la tête » sont parfaitement incapables de faire qu'à partir d'un 17 mai 1967 s'engage un processus qui, ayant comme point de départ la défense de la Sécurité sociale, conduirait les travailleurs à revendiquer le contrôle ouvrier effectif sur cette institution et à entrer en conflit ouvert avec le pouvoir.

## ...et l'avant-garde

C'est donc à l'avant-garde que revient ce travail de préparation des salariés à la riposte. Mais les meilleurs militants, les cadres les plus lucides se heurtent à l'inertie des appareils quand ce n'est pas à leur politique répressive à l'égard de tout ce qui vient de gauche. De plus, cette avant-garde est faible et dispose donc de peu de moyens. Mais tout cela n'autorise en rien à lever les bras au ciel. Cette minorité gagne aujourd'hui en influence: c'est elle qui apparaît comme la force disciplinée et courageuse que les gorilles des services d'ordre tentent vainement de disperser. C'est elle qui lance les mots d'ordre que les travailleurs reprennent avec enthousiasme; c'est elle qui répond à la fin des manifestations aux questions et aux préoccupations des salariés. C'est vers elle que se tourneront de plus en plus ceux qui comprennent qu'on ne peut pas attendre des directions actuelles qu'elles prennent l'initiative de luttes décisives.

Et justement parce qu'elle gagne en influence, l'avant-garde ne doit pas rester silencieuse. Il lui faut tout faire pour animer une campagne d'agitation, dans la presse syndicale (lorsqu'on y a accès), par voie de tracts et de bulletins, sur le fait que les attaques contre la Sécurité sociale préparent une suite d'autres atteintes au niveau de vie des travailleurs; sur cet autre fait que les empiétements du Capital sur les intérêts des travailleurs ne se limitent plus (et depuis longtemps) à quelques grignotages dans l'entreprise, et donc qu'il n'est plus question de s'en tenir aux grèves par secteur ou par usine, mais qu'il faut tendre à généraliser les luttes, qu'il faut aller dans la rue.

Le 17 mai doit devenir, du fait d'une situation nouvelle favorable, le point de départ pour de nouveaux développements des luttes sociales. La chansonnette « Pompidou navigue sur nos sous... » doit être enfin abandonnée; de plus en plus les combats des travailleurs devront être menés avec un seul cri de guerre: « A bas Pompidou et de Gaulle! A bas le capitalisme! »

Antoine Vallon.

## Rouen

Paris-Normandie, journal local, titrait le 18: « 17 mai, le plus fort mouvement de grève depuis des années ». 5.000 participants au meeting, 12.000 à la manifestation. Soigneusement préparé dans toute la région, précédé par d'importantes distributions de tracts unitaires, le 17 mai devait être un succès. Presque partout, la grève a été totale: Saint-Gobain: 98%, EGF: 95%, SNCF: 100%, PEC (chimie): 100%, etc.

Pour la première fois depuis 1936, les employés des Monoprix ont participé à la grève, et l'on a même vu au meeting une délégation d'ouvriers agricoles en grève. Une grande volonté de combat se manifestait, et contrastait avec elle ce meeting ennuyeux où devant 5.000 travailleurs, les dirigeants syndicaux devaient faire de plats discours.

Qu'allait-on faire après le 17 mai? C'était au meeting qu'il aurait fallu en parler, mais il n'en fut pas question. Pour la CFDT « une fois les pouvoirs spéciaux votés, il faudra continuer le combat pied à pied ». Pour la CGT, on devait « multiplier les pétitions dans les usines » pendant les trois jours qui précédaient le vote à l'Assemblée.

Tout cela était bien insuffisant et c'est pourquoi peut-être l'enthousiasme manquait lorsque la manifestation démarra. Mais très vite l'ambiance devait changer: le cortège grossissait à vue d'œil et c'est une véritable marée qui devait traverser la ville. Dans ce défilé, une banderole de l'UNEF derrière laquelle étaient rassemblés plusieurs centaines d'étudiants et de lycéens. Très combatif, ce groupe lançait les slogans politiques « A bas les pouvoirs », « Pompidou démission ». Le hasard fit que les étudiants et les dockers marchèrent côte à côte et les mots d'ordre prirent très vite un tour plus précis et moins orthodoxe: « Pleins

pouvoirs aux travailleurs », « le pouvoir aux travailleurs », « De Gaulle à la porte ». Pourtant encadré par un service d'ordre important qui devait intervenir contre les « provocateurs gauchistes » le groupe des étudiants devait non seulement subir aucune répression mais encore entraîner avec lui ouvriers et... membres du service d'ordre qui reprenaient à leur compte le cri: « Le pouvoir aux travailleurs », qui n'apparaissait plus comme une provocation!

Petit détail amusant: arrivés à la Préfecture, les manifestants durent attendre le retour de la délégation. Pendant ce temps, un membre du PCF lança dans le micro: « Démocratie véritable »; il s'époumona une trentaine de fois... puis s'arrêta. Pas un travailleur ne reprit le mot d'ordre!

Autre anecdote: pour couvrir les slogans « inopportuns » et pour « détendre l'atmosphère » (sic), le PCF avait fait venir une fanfare municipale (ne verra-t-on pas bientôt des majorettes?). Dès que les jeunes arrivèrent à la Préfecture chantant l'Internationale et scandant « le pouvoir aux travailleurs », grosse caisse et cymbale entrèrent en action et le chant révolutionnaire fut noyé sous des flots de musique militaire. C'est alors qu'une grande partie des ouvriers se joignant aux étudiants reprirent l'Internationale; la fanfare fut contrainte de se taire et enfin de reprendre les mesures du chant ouvrier.

Après l'ordre de dispersion, des discussions devaient avoir lieu dont le sujet essentiel était de savoir ce qu'on allait faire. La journée du 17 mai 1967 était une réussite, mais une inquiétude subsistait: de Gaulle poursuivra ses attaques sans que l'on soit armé pour lui faire face.

## Dijon

Environ 3.000 manifestants (soit un peu moins que l'an dernier, bien que la grève semble avoir touché davantage de secteurs) parcoururent une heure et demie durant les principales rues du centre-ville.

La manifestation fut précédée d'un appel commun sous forme de tract et de communiqué de presse CGT-CFDT-FO-UNEF. Elle débuta par une prise de parole du secrétaire de la CFDT, au nom de toutes les organisations, qui donna comme perspectives: « Triompher du capitalisme ».

Une deuxième motion saluait les travailleurs grecs. Les slogans oraux et le texte des banderoles étaient déterminés par le collectif intersyndical organisateur. Outre ceux-là, on entendit malgré tout « A bas le V<sup>e</sup> Plan », « Université aux travailleurs ». Les étudiants défilèrent sous la

## Paris

Porte participation à la grève et à la manifestation qui, une fois de plus, s'est déroulée de la Bastille à la République. Combien de travailleurs sont venus défiler? 250, 300.000, peut-être plus. Mais pourquoi avoir limité le parcours à la longueur du boulevard Beaumarchais? Pourquoi ne pas aller à l'Assemblée. Cette idée a terrorisé les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. qui ont dénoncé ses auteurs comme des provocateurs trotskystes.

Dès 13 h 30, alors que les groupes ne font que se constituer, on parle des provocateurs. Le service d'ordre syndical est important et composé de véritables gorilles. « Des provocateurs, il y en a toujours » dit-on à l'entrée du boulevard Henri-IV. Comment se manifestent-ils? « Ils provoquent »; c'est simple!

« Non aux pouvoirs spéciaux »: tel semble être le seul mot d'ordre politique de la manifestation. « Bas les pattes devant la Sécurité sociale » résume les causes du mécontentement. Dès que le cortège s'ébranle, on relance la chansonnette « Pompidou navigue sur nos sous ». Mais cela ne prend pas bien. Plus on s'éloigne du peloton de tête plus on constate un changement de ton. On entend l'Internationale; c'est un groupe F.O. de chez Rhône-Poulenc qui promène une banderole sur laquelle on dit que le 17 mai n'est qu'un nouveau point de départ. Si vous ne l'avez pas deviné, il s'agit encore des provocateurs; les gorilles de la C.G.T. (ou du P.C.F.?) vont intervenir brutalement. Pourquoi? « Ils provoquent ». Qu'ont-ils fait? « Ils ont provoqué ». On ne saura rien de plus. Mais voici qu'un peu plus loin apparaît la F.E.N.; un mot d'ordre: « le pouvoir aux travailleurs ». Un chant: l'Internationale. Ils provoquent, et pourtant ils passeront sans histoire avec le service d'ordre.

Un peu plus loin encore l'UNEF. Sa délégation est importante: peut-être 500 étudiants. L'expérience du 1<sup>er</sup> février les a rendu prudents: cette fois, ils ont leur propre service d'ordre qui encadre par-

banderole, devenue classique, « Les étudiants solidaires des travailleurs ». Une autre portait: « Front unique contre les ordonnances ».

Les chansonnettes sur Pompidou se font de plus en plus rares, et, lancées, ne sont pas reprises. En revanche, devant la Préfecture, l'Internationale, lancée par quelques jeunes à trois reprises, ne put être couverte par les bureaucrates s'efforçant de s'en tenir au « Non aux pleins pouvoirs ».

Le compte rendu de la visite au préfet fut très animé, les travailleurs gardaient le souvenir du lamentable discours de l'année précédente dans lequel on leur avait parlé de « préfet compréhensif »; un chahut s'en était suivi. Ici rien de ce genre, mais un compte rendu ponctué à toutes les phrases de clameurs unanimes, d'applaudissements nourris, ou de slogans de circonstance.

Le lendemain, les UD se félicitaient de l'ampleur de la grève et affirmaient que « les prétentions dictatoriales du gouvernement » trouveront toujours contre elles « un large front uni des travailleurs », que ceux-ci devaient renforcer leurs organisations syndicales et que les grandes batailles qui restent à mener n'aboutiront à de nouvelles victoires « que si les salariés, au coude à coude, savent s'unir pour triompher du capitalisme ».

faitement leur cortège, le plus discipliné et le plus applaudi. « A bas les pleins pouvoirs » alterne avec l'Internationale. Sur leur passage, une femme: « Ah! ils recommencent. Ils recommencent quoi? « Vous n'entendez pas ce qu'ils chantent? » Est-ce un chant fasciste? Madame bat en retraite, madame se sauve. Madame avait vu des provocateurs!

Le défilé se poursuit: « Non aux pouvoirs spéciaux », « Pas de bombes, des écoles », « Pompidou démission ». Remarquable ce groupe de l'U.J.C.F. qui scandait: 1, 2, 3, 4, 5... U; 1, 2, 3, 4, 5... J; 1, 2, 3, 4, 5... C; 1, 2, 3, 4, 5... F; 1, 2, 3, 4, 5... U.J.C.F.! Très jeune, n'est-ce pas? Pas politique, mais jeune, patriotique et surtout pas provocateur ce groupe qui brandissait le drapeau tricolore.

A la République, le trottoir surplombe en un endroit la chaussée; c'est le lieu idéal pour faire une tribune du haut de laquelle les dirigeants syndicaux regardent leur œuvre. Frachon a son bon sourire; Descamps semble satisfait. Tout est pour le mieux d'autant que le service d'ordre canalise le cortège, chasse les provocateurs, disperse les groupes, fait plier les banderoles. La manifestation vient s'arrêter devant un double cordon de sécurité: celui de la C.G.T. fait de quelques gaillards se tenant par le bras et gardant une matraque sous le pied et, derrière, celui de la police. Où aller? Que faire? Pas même une prise de parole. On n'a pas occupé la chaussée si longtemps pour l'abandonner si vite; si les bureaucrates n'ont rien à dire, les travailleurs eux, ne demandent qu'à parler, et, comme le 1<sup>er</sup> février, un coin de la place de la République se transforme en un forum où travailleurs et étudiants, militants et... provocateurs trotskystes discutent longuement de la manifestation, de ses suites, et de ce que devraient faire les dirigeants. C'est vainement que le service d'ordre tentera de disperser ces groupes de discussion.

## Marseille

La grève a été quasi totale, toute activité pratiquement interrompue. Dans les petites entreprises du bâtiment et des industries alimentaires où les syndicats sont faiblement implantés la grève a été un succès. Bien entendu, personne sur le port, personne dans les grandes entreprises. Aucun moyen de transport, pas même de taxis.

Sur la Canebière, la manifestation a regroupé beaucoup plus de monde que les précédentes. Mais il fallait constater moins d'enthousiasme, moins de dynamisme, moins de combativité que lors du 17 mai 1966 ou du 1<sup>er</sup> février 1967.

Le mot d'ordre officiel « Non aux pleins pouvoirs », lancé à plusieurs reprises, n'était que faiblement repris par les manifestants et retombait presque aussitôt. Dans son ensemble, malgré son importance, la foule des manifestants restait amorphe, et seule la délégation de l'Union locale du port (dockers, conducteurs d'engins) se signalait par un tonus plus élevé allant jusqu'à entonner l'Internationale.

Pour les ouvriers marseillais, cette journée gardait un caractère revendicatif et permettait d'exprimer le mécontentement régnant à l'égard de la situation sociale dans le département; il y a plus de 30.000 chômeurs dans les Bouches-du-Rhône.